

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 16 MARS 2017

## SOMMAIRE

- 1) Les parlementaires...
- 2) Ils viennent au secours
- 3) Pas de défaite
- 4) Il appelle à voter Hamon
- 5) Il " va finir à Fleury "
- 6) Ouvrez vos yeux...
- 7) Pour lui " cela va de soi "
- 8) Le 49-3...

Gérard Diez La Presse en Revue

**I ) Dordogne : (presque) tous les parlementaires périgourdins parrainent Benoit Hamon**



## **Ils sont désormais 177 élus périgourdiens à parrainer un candidat à la présidentielle. Benoit Hamon est le candidat le plus soutenu avec 44 parrains périgourdiens**

Si Manuel Valls, l'ex-premier ministre déclare dans Paris Match ne pas parrainer Benoit Hamon, en Dordogne, c'est l'effet inverse. Une majorité des élus et des parlementaires périgourdiens le parrainent. **44 sur 177 élus périgourdiens suivent le candidat PS contre 18 parrainages d'Emmanuel Macron.**

Le conseil constitutionnel a mis à jour ce mardi soir pour l'avant dernière fois sa liste des parrainages. En Dordogne, 44 élus supplémentaires ont donné leur parrainage à un candidat. Les derniers parrainages validés seront publiés ce samedi.

### **Colette Langlade et Germinal Peiro derrière Benoit Hamon**

Dans les parrainages Hamon, des poids lourds de Dordogne apparaissent. Pour l'instant tous les parlementaires de Dordogne suivent Benoit Hamon. On y trouve les vallsistes périgourdiens : le député et président du conseil départemental, Germinal Peiro, Pascal Deguilhem, le député de la vallée de l'Isle et conseiller régional. Colette Langlade a elle aussi validé son bulletin Hamon tout comme Brigitte Allain, la députée écologiste du Bergeracois.

*"Il faut jouer collectif !" - Pascal Deguilhem, député PS, qui parraine Benoit Hamon.*

En face, leur collègue et sénateur Bernard Cazeau est le seul parlementaire périgourdin à avoir apporté dès ce mois de mars, son soutien à Emmanuel Macron, le candidat d'En marche ! Alain Cournil, le maire délégué d'Atur le rejoint également.

Jacques Auzou, président du grand Périgueux, Laurent Péréa, le secrétaire départemental du parti communiste et Francis Colbac, maire PCF de Trélissac soutiennent eux Jean Luc Mélenchon.

Pierre Delmon, maire de Terrasson et François Roussel maire de Neuvic ont parrainé François Fillon. A noter le soutien de Philippe Ducène maire de Sainte-Alvère à la candidate Charlotte Marchandise

Dordogne, France



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## **II) Les quadras socialistes au secours de Benoît Hamon**

Par Nicolas Barotte

**Plusieurs leaders de la nouvelle génération tiennent un meeting commun mardi soir dans l'Essonne pour afficher leur soutien au porte-parole de Martine Aubry, menacé en Ile-de-France.**

L'idée vient de Vincent Peillon. C'est le député européen, tête de liste dans la région Sud-Est, qui l'a proposée à Benoît Hamon, candidat en Ile-de-France : un meeting pour rassembler leur «génération». Mardi soir, à Montgeron, dans l'Essonne, il n'y aura donc pas d'«éléphants» à la tribune mais les nouveaux visages du Parti socialiste. Toutefois, retenu par sa propre campagne, Vincent Peillon ne sera finalement pas là pour entendre Harlem Désir, Benoît Hamon, Aurélie Filippetti, François Lamy, Sandrine Mazetier, Arnaud Montebourg et Manuel Valls prendre la parole. Ils ont tous entre 36 ans (Filippetti) et 49 ans (Désir) et rêvent de prendre un jour ou l'autre les rênes du PS.

### III) Benoît Hamon n'envisage pas la défaite

A priori, il s'agit d'une nouvelle étape du «rassemblement» des socialistes à quelques jours du vote du 7 juin, comme l'explique un membre de la direction, après le meeting de Rezé la semaine dernière, où Martine Aubry et Ségolène Royal ont tu leurs différences. En réalité, le rassemblement de Montgeron est bel et bien un meeting de soutien à Benoît Hamon. L'élection du porte-parole du parti, en troisième position sur la liste, pourrait être compromise si le PS réalise un trop mauvais résultat (et si plusieurs petites listes franchissent le seuil de 6 %). «Si on peut donner un coup de main...», dit-on. Mais pour ne pas donner l'impression de n'être là que pour sauver sa personne, Hamon a refusé d'être le dernier orateur de la soirée, comme certains le suggéraient. Il parlera donc en premier et Harlem Désir, tête de liste en Ile-de-France, conclura.

Au-delà de la solidarité générationnelle, les uns et les autres ont conscience qu'une élimination de Benoît Hamon ouvrirait une crise politique au PS. Le leader de l'aile gauche du parti est l'un des piliers de la majorité de Martine Aubry mais il ne manquera pas de faire entendre ses critiques s'il est battu. Études d'opinion à l'appui, ses partisans sont persuadés qu'il aurait été une meilleure tête de liste qu'Harlem Désir.

#### Liens distendus avec Royal

L'autre objectif est politique. Préparé alors que les ténors du parti peinaient à réunir dans une même salle Martine Aubry et Ségolène Royal, le rassemblement des quadras entendait prouver qu'eux n'avaient pas de mal à se retrouver malgré leurs différences. Mais cet objectif, tous ne le partagent pas. Comme la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho, dont la présence avait été annoncée dans la presse (alors qu'elle n'avait pas été contactée). Cette proche de Ségolène Royal a préféré ne pas donner suite, pour ne pas être instrumentalisée. Au sein de la direction du PS, on attend des quadras qu'ils donnent des signes clairs de solidarité avec la ligne du parti.

Dans l'entourage de l'ancienne candidate à la présidentielle, on observe aussi avec exaspération les allées et venues de Vincent Peillon et de Manuel Valls, deux quadras qui l'avaient soutenue pendant le congrès de Reims avant de prendre leurs distances récemment. «C'est peut-être nous qui avons pris nos distances», rétorque-t-on du côté de Ségolène Royal. La bataille des générations aura peut-être lieu... Mais qui la déclenchera ?



benoît Hamon achevait un déplacement de trois jours en Guadeloupe et Martinique, deux terres de gauche qui ont massivement voté pour Valls lors de la primaire de la gauche. (HELENE VALENZUELA / AFP)

Par Louise Bodet – Radio France

Un programme présenté jeudi, un grand meeting à Paris Bercy dimanche, un débat télé, le premier, lundi prochain : la semaine s'annonce cruciale pour Benoît Hamon, qui revient d'un déplacement de trois jours aux Antilles. Déplacement parfois incognito et sans ferveur particulière...Toujours encalaminé à la quatrième place dans les sondages, loin derrière Emmanuel Macron, le candidat socialiste doit impérativement inverser la tendance. C'est une question, maintenant, de jours.

#### Hamon assume sa "différence" ...

Pourtant, Benoît Hamon y croit. Contrairement à beaucoup, y compris dans son camp. En tout cas en a-t-il l'air... On se trompe sur son prénom ? On ne le reconnaît pas dans le rue ? "L'écume de la vague", dit-il, assumant fièrement d'être "différent". Sourd aux appels, entendus aux Antilles à "transcender sa campagne", à "muscler son discours", lui est "content d'avoir rempli sa feuille de route" en cette terre de mission où les leaders de la gauche, tous vallsistes, l'ont rejoint.

#### ... et parie sur "l'immense volatilité des électeurs"

D'ailleurs, "la musique des ralliements à Macron commence à exaspérer la base", dit-il. Jean-Yves Le Drian et ces ministres qui "sanglotent" ? "Je ferai sans eux." Il affiche le soutien de cent élus bretons, ne dit mot de Manuel Valls, mais laisse les autres appeler son ex-rival à "mouiller la

chemise" pour sa campagne. Et dit grand bien du bilan de François Hollande en outre-mer. On ne sait jamais... D'où lui vient cet espoir contredit par les sondages ? "L'immense volatilité des électeurs" et la conviction que le "vote utile Macron" va "se dégonfler". Alors que le "vote pour", pour lui, « grandit ».

## Conquérir l'Élysée plutôt que reconstruire le PS

Benoît Hamon vise donc l'Élysée, pas la reconstruction du parti. Mais ses proches y pensent pour lui : "Le vote utile, glisse un soutien, c'est comment on reconstruit la gauche après". Comprendre "après la défaite", que Benoît Hamon, lui, n'envisage pas encore.



francetvinfo.fr

## IV) Michel Guérin (PCF) appelle à voter Benoît Hamon (PS)



Michel Guérin, ici en 2016, est une voix qui compte dans le paysage politique communiste du Loiret © Eric Malot

## L'ancien maire de Saran, communiste depuis 65 ans, estime que l'entêtement de Jean-Luc Mélenchon à se maintenir candidat à la présidentielle va coûter cher à la gauche.

Michel Guérin, l'ancien maire communiste de Saran, a écrit à Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, pour lui faire part de son désaccord sur le candidat soutenu par le PCF national à la présidentielle.

Il demande à son parti de retirer le soutien à Jean-Luc Mélenchon (« La France insoumise ») et obtenir un accord pour l'avenir de la gauche pour les présidentielles et pour les législatives. « Je ne change pas ma fidélité au PCF mais je voterai au premier tour pour Benoît Hamon. » Donc pour le candidat socialiste.

*« Si nous ne sommes pas au second tour, mon bulletin est prêt : " Bonne retraite Mélenchon " ».*

michel guérin

Figure communiste du Loiret depuis 65 ans, il estime que Jean-Luc Mélenchon « pose des conditions volontairement inacceptables pour faire supporter le refus d'un accord à Benoît Hamon ». Et de préciser : « Je ne vole pas au secours du candidat socialiste mais nous n'avons pas le choix. Bien sûr, ce n'est pas notre programme mais ayant l'assurance que nous serons exclus du second tour, il ne faut qu'un seul candidat. Mélenchon est suffisamment intelligent pour savoir qu'il ne sera pas élu et son entêtement va nous le faire payer cher ».

Si le candidat de La France insoumise ne se retire pas, « il va faire moins de 10% et détruire l'espoir de la majorité des électeurs victimes des puissances financières que représentent le Front national et Macron », analyse Michel Guérin. En cas d'un seul candidat à gauche, il estime que « la pagaille et les turbulences à droite pourraient nous être favorables ».

Reste à savoir si d'autres communistes du Loiret et de France se rallieront à son argumentaire.

Anne-Marie Coursimault

larep.fr

## V) La cruelle sentence de Jean-Louis Borloo sur François Fillon qui "va finir à Fleury"



Quand Jean-Louis Borloo était encore député et traînait dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. © PATRICK KOVARIK / AFP

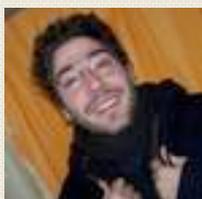


Image Sébastien Tronche Sébastien Tronche  
[sebastien.tronche@europel.fr](mailto:sebastien.tronche@europel.fr)

Au Lab, Jean-Louis Borloo dément les propos rapportés par L'Opinion. Nicolas Perruchot, à qui le centriste aurait tenu ces propos, dément également. "Je tiens à apporter un démenti formel aux propos qui sont prêtés concernant F. Fillon", dit l'ex maire de Blois.

LE MATON ME GUETTE – Ça y est, c'est fait, François Fillon a été mis en examen dans le "Penelope gate" pour "détournement de fonds publics, complicité et recel de détournement de fonds publics, complicité et recel d'abus de biens sociaux, et manquement aux obligations déclaratives à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique". Mais ce nouvel épisode judiciaire dans l'affaire des emplois fictifs présumés ne devrait pas relancer de fronde contre le candidat de la droite.

Pourtant, ils sont nombreux dans son camp à encore douter et à avoir des mots durs contre le vainqueur de la primaire. Ainsi Jean-Louis Borloo, que l'UDI a imaginé un moment comme plan B potentiel, a-t-il jugé l'affaire très grave

auprès de l'ancien maire de Blois, selon des propos rapportés ce mercredi 15 mars par L'Opinion. D'une petite formule, l'ancien président de l'UDI aurait lancé que François Fillon pourrait passer par la case prison, une manière de dire que **le champion de la droite pour la présidentielle risque gros dans cette affaire** :

*Il va finir à Fleury.*

Celui qui fut un temps favori pour remplacer François Fillon à Matignon pendant le quinquennat Sarkozy fait évidemment référence à la prison de Fleury-Mérogis, en Île-de-France.

Le soir du Trocadéro, Jean-Louis Borloo avait d'ailleurs dîné avec quelques frondeurs de la droite, alors en attente d'un renoncement qui ne viendra jamais de la part de leur candidat.

Cette saillie de Jean-Louis Borloo vient confirmer le fossé qui se creuse entre François Fillon et les centristes, malgré l'annonce officielle de l'accord électoral pour les législatives entre les deux formations. **L'ex-président de l'UDI est d'ailleurs fortement courtisé par Emmanuel Macron**, déjà rallié par François Bayrou, une autre figure du centre.

Au plus fort de la tempête Fillon, Jean-Christophe

Lagarde, le patron de l'UDI, avait milité pour une candidature Borloo si Les Républicains ne trouvaient pas de solution au problème posé par leur candidat. Ils en ont trouvé une, le maintien de François Fillon. Malgré sa mise en examen.



[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

## VI) «Marine est au courant de tout...»: un livre d'enquête accable la candidate FN

Par Fabrice [arfi-mediapart.fr](http://arfi-mediapart.fr)



**L'ouvrage *Marine est au courant de tout...* (Flammarion) documente pour la première fois l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les financements litigieux du FN, dont elle a confié les clefs à un réseau d'hommes d'affaires qui n'ont rien renié de leurs anciennes sympathies pronazies.**

Elle est pour la souveraineté nationale et les frontières, mais se fait financer par l'étranger. Elle conspu l'Europe, mais elle est soupçonnée d'avoir détourné l'argent de ses contribuables. Elle revendique le vieux slogan maison « tête haute, mains propres », mais son parti est cerné, probablement comme aucun autre en France, par la justice anticorruption.



Un livre d'enquête révèle pour la première fois, documents et témoignages inédits à l'appui, l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les financements occultes du Front national (FN), dont elle a confié toutes les clefs à un réseau d'hommes d'affaires

qui n'ont rien renié de leurs anciennes sympathies pronazies.

Marine est au courant de tout... (Flammarion) sera en librairie ce 15 mars. Fruit de plusieurs années d'enquête sur l'argent noir du FN menée par Marine Turchi, journaliste à Mediapart, et Mathias Destal, de l'hebdomadaire Marianne, l'ouvrage est exactement ce que la candidate à l'élection présidentielle et ses soutiens veulent cacher : la preuve d'un grand mensonge. Mensonge sur la posture. Mensonge sur la probité. C'est l'histoire, en quelque sorte, d'une escroquerie, financière, bien sûr, mais aussi politique et intellectuelle.

Les faits sont plus bavards que bien des théories : toutes les campagnes électorales du FN menées sous la présidence de Marine Le Pen (législatives de 2012, municipales, européennes et sénatoriales de 2014, départementales de 2015) sont aujourd'hui dans le viseur des juges. Et sur les cinq enquêtes pénales qui mettent en cause le Front national, Marine Le Pen ou son premier cercle, quatre portent sur les malversations présumées d'hommes d'affaires proches de la présidente du FN, tous issus des rangs du Groupe Union Défense (GUD), mouvement étudiant d'extrême droite, ou de groupuscules profascistes voire néonazis.

Bourré de révélations et de documents jusqu'ici inconnus du public, l'ouvrage de Marine Turchi et Mathias Destal offre une plongée méthodique au cœur de l'extrême droite française, des comptes suisses et lingots d'or de Jean-Marie Le Pen au « putsch financier » organisé par Marine Le Pen, sa fille, pour prendre le contrôle des finances du parti avec la complicité du groupe omnipotent des « gudards ».



Frédéric Chatillon, Dieudonné et le négationniste Robert Faurisson, au théâtre de la Main d'or en 2009. © Reflexes

Ils sont partout. « Leur carburant, c'est l'argent, l'influence et l'action », écrivent les auteurs au sujet de ces mercenaires de la vie, adeptes de la baston biberonnés à la dénonciation hystérique des lobbys américano-sionistes et reconvertis aujourd'hui dans les aventures de l'argent (lire le chapitre "La GUD connection, l'équipe bis"). À leur tête, on trouve un certain Frédéric Chatillon. Vieux copain de fac de Marine Le Pen du temps des fêtes étudiantes et des années d'insouciance, il est devenu au fil des ans un redoutable affairiste, aussi discret médiatiquement qu'il est désormais incontournable dans tous les coups fourrés du FN nouvelle génération – Chatillon est multi-mis en examen dans les affaires judiciaires du parti d'extrême droite.

Le portrait de Chatillon, qui a tenu un temps la caisse d'une librairie parisienne où se vendaient des ouvrages négationnistes, antisémites et pronazis, n'a, au fond, rien de rassurant. Les auteurs de Marine est au courant de tout... publient notamment en annexe de leur enquête une note circonstanciée du service central des Renseignements généraux adressée au ministère de l'intérieur en 1993 (voir ci-dessous). On y apprend qu'il arrive à Chatillon de se signaler en faisant le salut hitlérien, qu'il a été interpellé en 1990 à Paris pour avoir collé des affiches « Carpentras coup monté » (en référence à la

profanation du cimetière juif de Carpentras par des militants d'extrême droite) ou encore qu'il a rencontré à plusieurs reprises dans les années 1990 Léon Degrelle, une figure du nazisme européen, écrivent les enquêteurs.

Le livre de Turchi et Destal raconte également comment, dans la bande des "gudards" de Marine Le Pen, on n'hésite pas à célébrer gaiement l'anniversaire de Hitler, surnommé affectueusement « Tonton », qu'on fait des blagues sur Facebook sur les six millions de juifs morts pendant la Shoah ou qu'on aime à se faire appeler « les réprouvés », en hommage au titre du premier livre d'Ernst von Salomon.

Interrogé par les auteurs, Roger Holeindre, l'un des cofondateurs du FN avec Jean-Marie Le Pen, s'étouffe – c'est dire : « Je suis un homme de droite, on peut me classer à l'extrême droite, mais je n'ai jamais été hitlérien ! Ce qui est sûr, c'est qu'ils [les gudards] sont à notre droite. Elle [Marine Le Pen] a viré son père notamment pour avoir dit que Pétain n'était pas un traître, et elle garde la bande. »

De fait, comme le notent les deux journalistes, « malgré les enquêtes judiciaires qui s'accumulent, Marine Le Pen ne blâme pas les "gudards", mais accorde des promotions à tout le groupe ».

Exemple avec Axel Loustau, le trésorier de Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen au centre d'une tempête judiciaire, qui a été promu numéro 3 sur la liste des régionales, a pris la tête de la fédération du FN dans les Hauts-de-Seine et est candidat FN aux législatives, en juin. Exemple encore avec l'expert-comptable Nicolas Crochet, un proche de ce réseau, qui a pris la main sur toutes les expertises comptables du FN pour les élections et joue, en plus, un rôle central pour les finances du parti au Parlement européen.

## La « dédiabolisation » en miettes

Toutes les affaires judiciaires qui cernent aujourd'hui le Front national révèlent un visage de Marine Le Pen à mille lieues de l'image de « dédiabolisation », puis de banalisation et enfin de légitimation qu'elle vend aux médias et aux citoyens depuis quinze ans.

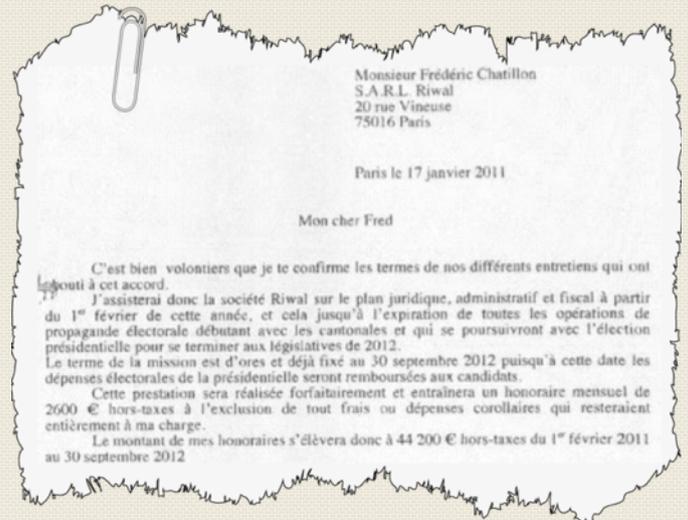
Par exemple, dans l'affaire du micro-parti Jeanne, le clan des amis de Le Pen est soupçonné d'avoir escroqué jusqu'aux membres mêmes du parti, en surfacturant des prestations électorales, en vendant des « kits de campagne » rendus « obligatoires » à des candidats frontistes, ou en réalisant des prêts fictifs antidatés au préjudice de l'État. Dans ce dossier, le Front national a obtenu le rare privilège d'être mis en examen par les juges comme personne morale. Mais derrière les pratiques en cause se cachent une nouvelle fois Frédéric Chatillon et sa société Riwal, prestataire privilégié du FN sous Marine Le Pen, mais aussi du régime de Bachar al-Assad en Syrie.



Philippe Péninque (cheveux blancs) lors du défilé du 1er-Mai du FN, en 2013, avec Jean-Claude Nataf (avec le bonnet). © Marine Turchi /

Et derrière Chatillon, révèle le livre, se cache le conseiller fiscaliste Philippe Péninque, tout à la fois « ange gardien » des « gudards », éminence grise de Marine Le Pen et ami de Jérôme Cahuzac dont il avait ouvert le premier compte suisse... Rencontré par les auteurs à la faveur d'un entretien surréaliste et, à certains égards,

menaçant, Philippe Péninque jure qu'il n'a rien à voir avec Jeanne et le business de Chatillon & Co. C'était compter sans l'une des nombreuses révélations de Marine est au courant de tout... : un courrier de janvier 2011, déniché par les auteurs, montre que Chatillon a été assisté dans les montages financiers qui ont présidé à la création de Jeanne par Péninque.



Courrier de Philippe Péninque à Frédéric Chatillon pour le montage financier du micro-parti de Marine Le Pen. © DR

Pour leur enquête, les journalistes ont également recueilli le témoignage, accablant pour Marine Le Pen, d'un personnage clé : son ex-conseiller international Aymeric Chauprade, qui confirme l'implication personnelle de la candidate à la présidentielle dans le système Jeanne. L'eurodéputé, qui a quitté le Front national fin 2015, raconte ainsi un coup de fil furibard qu'il avait reçu de Marine Le Pen alors qu'il rechignait à souscrire aux méthodes des « gudards » : « C'est quoi ton problème avec le kit de campagne ? » lui aurait demandé la présidente du FN. « C'était la première fois que je l'entendais se mêler de la gestion du budget d'un candidat, j'ai trouvé ça bizarre », explique Chauprade.

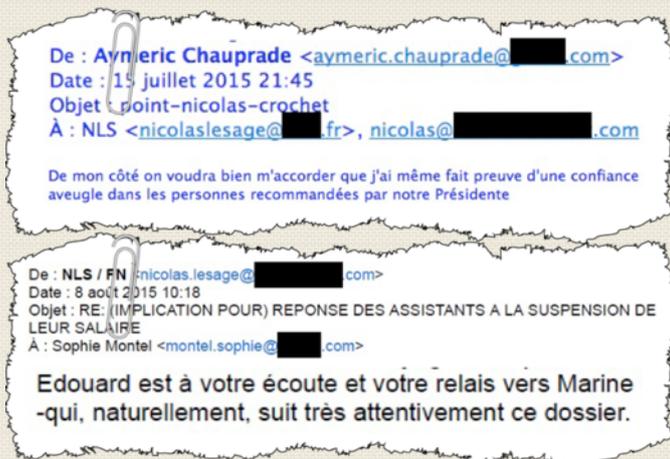
Selon les juges d'instruction qui ont finalement, dans ce dossier, décidé de renvoyer le FN devant le tribunal correctionnel avec une dizaine d'autres mis en cause, le micro-parti Jeanne n'aurait en réalité servi « que d'écran interposé entre Riwal et les candidats, afin d'éviter qu'une personne morale n'apparaisse comme finançant une campagne électorale ».

Dans cette affaire comme dans les autres, la ligne de défense de Marine Le Pen consiste à prendre la poudre d'escampette. En un mot, elle ne sait rien.

C'est du moins sa version. Le livre de Marine Turchi et Mathias Destal démontre pourtant l'inverse. Une écoute judiciaire d'avril 2014, réalisée au lendemain de l'ouverture de l'enquête sur Jeanne, montre ainsi un Chatillon très inquiet : « On a intérêt à serrer les fesses », dit-il, en précisant au sujet de Marine Le Pen : « Elle est au courant. » « Elle est au courant de tout depuis le début. »

Une autre affaire, abondamment traitée dans Mediapart, apparaît elle aussi comme particulièrement dangereuse, à titre personnel, pour Marine Le Pen. Il s'agit de celle des emplois fictifs présumés d'assistants parlementaires au Parlement européen – la présidente du FN a d'ailleurs été convoquée en vue de sa mise en examen, mais ne s'est pas présentée chez les juges.

De nombreux mails obtenus par les auteurs du livre démontrent que la candidate à la présidentielle, là non plus, n'ignorait rien des manigances comptables qui, d'après les soupçons de la justice, auraient permis au Front national de détourner 6 millions d'euros d'argent public au Parlement européen (une estimation sur laquelle travaillent les enquêteurs). Comment ? Tout simplement en attribuant des emplois de collaborateurs à des cadres ou militants du parti qui, pour certains, n'auraient jamais mis les pieds à Strasbourg ou travaillé pour leurs eurodéputés.



Extraits de mails démontrant l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les "affaires" du FN © DR

Au centre de cette affaire, on découvre un homme de l'ombre qui tire beaucoup de ficelles dans le système Le Pen : l'expert-comptable Nicolas Crochet. Un autre membre éminent de la "GUD connection" et vieil ami de Marine Le Pen. Les auteurs de Marine est au courant de tout... révèlent l'existence d'intrigantes sociétés offshore

à Hong Kong ou au Luxembourg, ouvertes par Crochet ou son frère.

Car contrairement à une idée reçue, l'étranger ne fait pas peur au Front national, à condition seulement qu'il y soit question de gros sous. C'est pourquoi Marine est au courant de tout... revient également avec un luxe d'anecdotes et de documents sur l'affaire des financements russes du parti d'extrême droite. Une situation qui pose aujourd'hui de lourdes questions sur la dépendance de Marine Le Pen, soupçonnée de s'être mise entre les mains d'une puissance étrangère (la Russie), dirigée par un autocrate (Vladimir Poutine).

Comme le soulignent les auteurs, « la présidente du Front national n'a pas [...] lésiné pour s'attirer les bonnes grâces de ses créanciers ». « Dès son élection à la tête du parti, rappellent-ils, elle a multiplié les déclarations pro-Poutine. En octobre 2011, dans un entretien au quotidien russe Kommersant, elle déclare que "la crise donne la possibilité de tourner le dos aux États-Unis et de se tourner vers la Russie". Et délivre un message clair : "J'admire Vladimir Poutine." »

Quelque temps plus tard, en 2014, le parti frontiste obtient miraculeusement un prêt de 9,46 millions d'euros de la First Czech Russian Bank (FCRB), une petite banque, située en périphérie de Moscou, contrôlée par un homme d'affaires russe (Roman Popov) proche d'un oligarque (Guennadi Timtchenko) lui-même lié à Poutine. Un financement qui n'a jamais eu vocation à être connu du public, jusqu'à ce que Mediapart le révèle.

Parmi ses nombreuses révélations, Marine est au courant de tout... dévoile que le Parquet national financier (PNF) a ouvert une enquête sur la commission (entre 140 000 et 450 000 euros, selon les hypothèses) versée au député européen FN Jean-Luc Schaffhauser, chef d'orchestre du rapprochement avec la Russie de Poutine. Quelques mois seulement après l'octroi du financement russe, en novembre 2014, le même Schaffhauser s'était rendu dans le Donbass, en Ukraine, pour soutenir les positions russes – cela était connu. Ce qui ne l'était pas en revanche, c'est que le directeur de cabinet de Marine Le Pen en personne, Nicolas Lesage, était secrètement du voyage lui aussi, pour le plus grand plaisir de la diplomatie de Poutine. Un voyage organisé avec l'aide de Louis Aliot, le vice-président du FN et compagnon de Marine Le Pen. Une contrepartie politique au prêt ?

## VII) Gouverner avec les socialistes? «Ça va de soi» pour Jean-Luc Mélenchon

Par Madeleine Meteyer



Crédits photo :Vandeville Eric/Abaca

**Sur Europe 1, le meneur de la France insoumise s'est dit prêt à «travailler» avec certains élus socialistes s'il accède au second tour. Quitte à aménager son programme pour l'occasion.**

Le 29 janvier, le jour-même de la victoire de Benoit Hamon à la primaire de la gauche, Jean-Luc Mélenchon radoucissait considérablement son discours vis-à-vis du Parti socialiste et notait chez Benoît Hamon «des paroles si proches des nôtres».

Deux mois et un accord avorté avec Benoît Hamon plus tard, Jean-Luc Mélenchon réaffirme mercredi, au micro d'Europe 1, sa volonté de s'allier aux socialistes à l'entre-deux tours (s'il y parvient) pour travailler avec eux ensuite (s'il est élu). «Une fois que je serai parvenu au deuxième tour, il va de soi que les forces politiques qui veulent participer à la mise en place de ce programme - que l'on pourra modifier à ce moment-là ici ou là -, seront les bienvenues. Je pense en particulier à toute une série d'élus socialistes (...) Et les élus communistes, heureusement... J'espère qu'il y en aura beaucoup!»

Lorsqu'il évoque les socialistes, Jean-Luc Mélenchon a des critères précis qui écartent certaines personnalités de l'exécutif, comme Myriam El-Khomri, dont le seul nom cristallise toute la tension autour de la loi Travail, et Manuel

Valls, l'ex premier ministre honni par les électeurs du Front de gauche. Logique puisque figure, dans le programme de Jean-Luc Mélenchon, la volonté d'abolir la loi El-Khomri, le CICE et l'état d'urgence.

### **Des concessions sur le programme de la France insoumise?**

En février, dans un entretien à La Provence, Jean-Luc Mélenchon répondait au sujet d'un éventuel accord entre lui et Benoît Hamon: «Personne ne peut croire qu'il est possible de gouverner un pays avec une majorité composite de gens qui s'attendent les uns les autres au coin du bois.» Il concédait toutefois: «Si j'arrive jusqu'au deuxième tour, je proposerai aux socialistes et aux écologistes sincères, désireux de rompre avec le passé, de gouverner avec nous.» Et disait déjà: «On ne se paiera pas ma tête en me faisant des bisous partout pour ensuite essayer de me faire avaler des Carvounas, des Valls, des El Khomri, des Marisol Touraine et tous ces gens.» En somme, tous ceux que Jean-Luc Mélenchon nomme «l'ancien monde».

Cette union se ferait-elle au détriment de points de son programme? Jean-Luc Mélenchon ne le conteste pas. Il décrète, ce mercredi, sur Europe 1, qu'en cas de coalition autour de lui pendant l'entre-deux tours, il pourrait infléchir ses propositions: «Ce programme pourrait être amodié, ici ou là.» Il ne partage, par exemple, pas les vues de Benoît Hamon sur l'âge de la retraite ou le statut de la banque centrale. En février, il se montrait plus inflexible, arguant qu'il n'échangerait pas «des bouts de programmes contre des sièges aux législatives.»



Madeleine Meteyer journaliste

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) Manuel Valls ne parrainera pas Benoît Hamon

**L'ancien premier ministre, qui a démenti un soutien à Emmanuel Macron, réunit ses proches à l'Assemblée ce soir.**

LE MONDE



Manuel Valls à Boisseul, le 18 janvier. PASCAL LACHENAUD / AFP

Quelle place pour Manuel Valls dans la campagne présidentielle ? L'ancien premier ministre, discret depuis sa défaite face à Benoît Hamon lors de la primaire à gauche, fait quelques signes.

« Je ne peux pas apporter mon parrainage à Benoît Hamon », a-t-il déclaré à Paris-Match dans un article paru mardi 14 mars. Dans le même temps, l'ex-chef du gouvernement a dû démentir un soutien à Emmanuel Macron, annoncé par Le Parisien. Deux éléments qui sont symptomatiques des hésitations que connaissent M. Valls et ses fidèles, divisés par la question d'un possible soutien à l'ancien ministre de l'économie.

Mardi soir, l'ex-chef du gouvernement doit réunir ses proches à l'Assemblée. Il va « nous dire comment il voit l'actualité, le contexte politique, mais aussi comment il voit le futur, bien au-delà de la présidentielle, et nous verrons ensemble ce qu'il y a de mieux à faire », a précisé le député Olivier Dussopt sur LCP. A la fin de février, au cours d'une réunion similaire, Manuel Valls avait

appelé ses proches à « rester ensemble » – formule visant à empêcher un exode chez Emmanuel Macron. Mais il avait aussi exprimé son « inquiétude », quant à l'accord passé par Benoît Hamon avec EELV.

### **Pour Cambadélis, Hamon n'a « pas besoin » du parrainage de Valls**

A gauche, le refus annoncé de M. Valls de parrainer M. Hamon a suscité quelques remous. « Même ses électeurs de la primaire (...), je pense que ce matin ils sont choqués qu'il ne veuille pas donner son parrainage à Benoît Hamon », a déclaré Alexis Bachelay, un proche du candidat socialiste à la présidentielle sur BFMTV. Le député a dénoncé un débat « un peu surréaliste (...) alors que Manuel Valls était le finaliste de la primaire et qu'il s'est engagé » à soutenir M. Hamon.

Benoît Hamon « n'a pas besoin » du parrainage de M. Valls, a tempéré Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, sur CNews :

*« Je crois que Manuel Valls a été très clair, il a salué le soir de l'élection Benoît Hamon, il lui a souhaité bonne chance publiquement et il a dit qu'il serait en retrait. On ne comprendrait pas qu'il soit à côté de lui vu ce qu'ils se sont dits lors de la campagne. »*

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**